

GMBI : LA DIRECTION GÉNÉRALE EST AU COURANT... ET PUIS ?



Depuis de nombreux mois, La CGT Finances Publiques alerte la Direction Générale sur les problématiques liées à la réforme de la sphère foncière et cadastrale. La seule réponse apportée est une campagne de désinformation en mettant en avant les faibles réussites et en ignorant toutes les retombées dans les services.

Aujourd'hui rien ne va plus, les contribuables ne comprennent pas GMBI et ne s'en emparent pas que ce soit dans sa partie déclaration des occupants, que dans la mise à jour des locaux.

Bilan : des files d'attente interminables et la mise en place en local d'une déclaration papier initialement prévue mais dont les services n'avaient pas vu la couleur.

Pour arriver à ce résultat la DG a empilé les réformes : foncier innovant, suppression de Lascot

et mise en place de SURF, transfert des taxes d'urbanisme, mise en place de GESTLOC, GMBI... sans prendre le temps de réellement finaliser les applications ou de faire une étude d'impact sur les services. La logique de suppression d'emplois prime.

Ces réformes nuisent au service public et dégradent nos conditions de travail

Aujourd'hui les personnels sont arrivés à saturation tant à cause des flux continuels de mails que de la masse des contribuables à recevoir.

La direction générale semble en avoir conscience et fait le constat d'une très forte mobilisation des agents, mais ce n'est pas « le dispositif resserré d'accompagnement du réseau » qui apporte une solution pérenne à l'enchaînement des campagnes sans période « de pause ».

Pour la CGT Finances Publiques, la direction générale se doit de protéger ses agents, ce n'est pas à eux de payer l'approximation de la modernisation de notre administration.

Moderniser l'administration OUI mais en adaptant le temps politique au temps administratif, en pensant la modernisation des outils à long terme et pas dans l'immédiateté.

La CGT Finances Publiques a déposé un droit d'alerte national sur les RPS causés par la déficience de l'appli-catif à la DGFIP. Dans de nombreux départements, les sections CGT font de même en ce qui concerne GMBI.

La direction générale ne peut plus se contenter d'assurer ses missions régaliennes, elle gère aussi de l'hu-main. Elle doit aujourd'hui améliorer de manière concrète les conditions de vie au travail de ses agents.